

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Au gouvernement, la "transf

POINT de répit pour le cabinet Ossouka Raponda, qui a mission de traduire en actes les priorités énoncées par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lors de son message à la Nation, à l'occasion des 60 ans d'indépendance de notre pays.

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

COMME un coup d'accélérateur pour mettre un terme à une sorte d'atonie ambiante, réveiller de la torpeur d'une saison qui n'est plus tout à fait sèche, et plus qu'une simple feuille de route, l'allocution du président de la République vient dénoncer une série de priorités aux plans politique, économique, social auxquelles il faut apporter des réponses urgentes. On peut donc dire qu'il n'y aurait pas d'état de grâce pour le nouveau gouvernement.

L'ampleur des projections donne toute la mesure de l'empressement avec lequel le président de la République tient à voir les choses avancer. D'autant que, comme il l'a reconnu, il s'agit aussi de "regarder le verre à moitié plein et non comme le voudraient certains, le verre à moitié vide". Pourtant, les résolutions prises durant ces dernières années n'ont pas été improductives. Bien au contraire.

Sur le plan politique, de nombreux acquis notables ont été engrangés. Illustration de ces avancées : "les femmes n'ont jamais autant participé à la vie publique. Elles n'ont jamais autant contribué à faire respirer et évoluer notre société. Certes, nous pouvons diverger sur certains points fussent-ils majeurs. Mais cette diversité d'opinions est un atout pour notre pays, étant entendu que les échanges soient sincères, que la volonté réelle soit de bâtir et non de détruire, soit d'améliorer et non de dégrader, soit d'évoluer et non de régresser".

Mais puisque "du retard a été pris en raison du contexte économique mondial qui frappe tous les pays", des mesures fortes, variées et potentiellement porteuses ont été annoncées afin d'inverser la tendance décriée. Encore que le tableau

général fait apparaître qu'il y a des raisons d'espérer. Notamment dans le domaine de la santé : "Ces dix dernières années, nous avons construit et modernisé nos infrastructures hospitalières pour améliorer l'offre de soins et de santé. Nous avons développé et pérennisé notre système d'assurance maladie afin que les soins soient accessibles à tous, et en particulier aux personnes les plus vulnérables de nos populations".

Dans le secteur des infrastructures modernes aussi : "Nous avons bitumé plus de routes en dix ans que depuis l'indépendance de notre pays".

CONCRÉTISATION.

Mais la panoplie d'actions envisagées pour les prochaines années est de nature à booster le Gabon de manière plus résolue et impactera à coup sûr son développement. À travers ces projets présentés par le chef de l'État, une volonté de trancher avec les errements du passé. Le fait que certains portent déjà la date de leur livraison est assez révélateur de l'impulsion rapide attendue.

"Notre réseau routier sera renforcé de nouveau avec la Transgabonaise, qui traversera notre pays d'est en ouest sur 780 km. Les travaux ont

L'ampleur des projections donne toute la mesure de l'empressement avec lequel le président de la République tient à voir les choses avancer.

déjà démarré avec la réfection d'un premier tronçon à l'entrée de Libreville. Ce chantier sera achevé en 2023 et son impact sera majeur", s'est réjoui Ali Bongo Ondimba qui n'était pas avare d'éloges en évoquant les retombées socio-économiques de cet investissement.

"Impact majeur". Telle sera également la vocation des ambitions pour le secteur de la santé : "Ainsi, neuf centres de diagnostics sont en cours de développement dans nos provinces pour une mise en service effective au premier semestre 2021. Ils permettront une meilleure prise en charge des patients, une gestion plus efficiente du service public de la santé, mais surtout une réduction significative du coût des examens médicaux".

Instruit, à l'occasion, par le président de la République, le gouvernement se devra d'assurer "la transformation de l'essai" pour l'ensemble de ce vaste programme de développement. L'incidence positive de celui-ci se jugera à l'aune de la volonté mise pour sa réalisation.



Photo: DR

Le président Ali Bongo Ondimba attend que le gouvernement de Rose C

QUELQUES PRIORITÉS CIBLÉES PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALI BONGO ONDIMBA

- La Transgabonaise, route qui doit traverser le Gabon d'est en ouest sur 780km. Livraison : 2023
- Mise en service effective au 1er semestre 2021 de neuf centres de diagnostics en cours de déploiement.
- Ouverture à Libreville d'une école d'infirmières et d'infirmiers au dernier trimestre 2020.
- Ouverture en fin d'année d'un centre des métiers du transport et de la logistique.

© D. Mabiant MOUSSAVOU

Formation de l'essai "

Transgabonaise: deux ans pour livrer le chantier

C'EST comme une feuille de route prioritaire, une urgence à agir vite prescrite par le numéro un gabonais au gouvernement: un chantier d'infrastructures à livrer en peu de temps! Le président a indiqué une date butoir: 2023.

GM. NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

CONSTRUIRE une route longue de 780 km en deux ans et demi. C'est la lourde tâche que le gouvernement de Rose Christiane Ossouka Raponda est appelé sinon à accomplir. En effet, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, vient de donner les délais de livraison de la Transgabonaise dans son discours à la Nation du 16 août. C'est dire que le chef de l'État veut aller très vite sur ce projet qu'il avait annoncé la première fois dans son discours à la Nation du 16 août 2019.

Le gouvernement devra donc appuyer sur l'accélérateur pour veiller à la poursuite des travaux de cet important chantier destiné à relier cinq provinces sur les neuf que compte le pays. Le premier tronçon de la Transgabonaise est déjà en réfection, à l'entrée de Libreville.

En juin dernier, l'ancienne équipe gouvernementale avait



Photo: F. M. MOMBOLJ L'Union

Vue de la nouvelle route des PK.

convoqué une réunion technique avec tous les départements ministériels concernés par ce dossier. Le lancement des travaux avait été prévu pour septembre 2020. Rose Christiane Ossouka Raponda débute peut-être là où le dernier gouvernement dont elle faisait partie s'était arrêté, vu que son équipe devra rapidement mettre en place une stratégie pour lancer la machine, afin de respecter les délais.

Sur le plan technique, ce chantier se présentera sous la forme de 2 x 2 voies, à partir du PK 12 jusqu'à Ntoun, puis d'1 x 2 voies avec une emprise élargie jusqu'à Franceville. En pratique, le linéaire a été découpé en plusieurs tronçons. Le premier concernera la Route nationale 1 (RN1), située dans l'Estuaire et qui s'étendra de Libreville jusqu'à la limite du Moyen-Ogooué. Il s'agit de l'un des tronçons les plus utilisés et, donc, le plus détérioré.



Christiane Ossouka Raponda met en musique les nouveaux chantiers.

Éducation: les défis d'une rentrée sous Covid-19

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

AU lendemain de son adresse à la Nation, le 16 août dernier, à l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de l'accession du Gabon à l'indépendance, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a ciblé un certain nombre de priorités, invitant son gouvernement à des résultats concrets.

Et si pour le secteur de l'Éducation nationale, la prochaine rentrée scolaire n'est prévue qu'au 9 novembre sur l'ensemble du territoire national, c'est un ciel encore assombri par la crise du

nouveau coronavirus qui plane au-dessus de la tête du ministre Patrick Mouguiama-Daouda et ses équipes. En effet, alors que de nombreux chantiers sont en cours dans ce secteur, dont la construction des salles de classe, dans le but de désengorger les établissements ayant des structures d'accueil insuffisantes, certains observateurs s'accordent à dire que le protocole sanitaire dans les écoles, collèges et lycées devrait être adapté localement, en raison du contexte de la crise du Covid-19.

Dans cette optique, le ministère de l'Éducation nationale, dans le souci de moderniser son système éducatif lors de la prochaine

rentrée scolaire, en intégrant l'enseignement à distance par la mise en œuvre d'un dispositif technique (cahier pédagogique, télé-enseignement, etc.), entend s'appuyer sur les recommandations du Comité de pilotage (Copol) du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus et du ministère de la Santé.

Du coup, alors que les autorités sanitaires ont, par exemple, retenu un nombre maximal de 20 apprenants dans les salles de classe, en prévision de l'examen du baccalauréat qui débute demain, se pose la question de savoir si la prochaine rentrée des classes obéira au même impératif.



Photo: H.N.M